

**VILLE DE LA FERTE-BERNARD**  
**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES**

**ARRETE N°25-797**

**REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT**

**Parvis de l'Eglise Notre-Dame des Marais**  
**Le mercredi 17 décembre 2025 - Travaux**

**(Arrêté temporaire)**

Le Maire de LA FERTE-BERNARD,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, article L 2213,

VU l'article R 610-5° du Code Pénal,

CONSIDERANT la demande présentée par Monsieur Alexandre GOUGEON, représentant l'entreprise SAS GOUGEON demeurant 9 bis rue du Paradis, 37110 VILLEDOMER,

CONSIDERANT qu'afin de permettre à l'entreprise SAS GOUGEON de procéder au nettoyage du clocher de l'Eglise Notre-Dame des Marais, sur la commune de La Ferté-Bernard, il est nécessaire de réglementer le stationnement au pied de celle-ci.

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** – Le mercredi 17 décembre 2025, de 8h00 à 18h00, l'entreprise SAS GOUGEON sera autorisée à occuper le domaine public avec 2 véhicules de chantier (1 camion type fourgon et 1 camion 19 T) au pied de l'Eglise Notre-Dame des Marais (sur le parvis côté place Carnot et de l'autre côté place de la République), sur la commune de La Ferté-Bernard, afin de procéder au nettoyage du clocher de cette même église.

Le stationnement restera maintenu sur les emplacements matérialisés autour de l'Eglise Notre-Dame des Marais.

La circulation des piétons devra être matérialisée afin de contourner le chantier en toute sécurité.

**ARTICLE 2** - La signalisation sera mise en place par le demandeur.

L'entreprise SAS GOUGEON doit :

- Se réserver l'emplacement nécessaire à l'aide de panneaux « Stationnement interdit ».
- Ceinturer le véhicule avec des cônes.
- Faciliter le passage des piétons.
- Afficher le présent arrêté à chaque extrémité du chantier.
- Se réserver l'emplacement nécessaire à l'aide de barrières.
- Interdire le stationnement sur la longueur du chantier.
- Libérer l'emprise sur le domaine public en cas d'interruption de chantier supérieure ou égale à 15 jours.

**ARTICLE 3** - Le présent arrêté sera affiché et publié dans la forme habituelle à la Mairie.

**ARTICLE 4** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de 2 mois à compter de la date d'affichage.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télerecours citoyen accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 5** - Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie et Monsieur le Policier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à la Ferté Bernard, le 10 décembre 2025

Le Maire,

**Didier REVEAU**

